

Troupes russes hors d'Ukraine ! Droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même ! Halte aux puissances impérialistes de l'Otan qui transforment en dollars le sang des travailleurs et des peuples !

Le 24 février 2022, après huit ans de conflit larvé, les chars russes franchissaient la frontière ukrainienne. Deux ans de terribles destructions humaines et matérielles, de déplacements de millions de personnes. Sans qu'on voie la fin de cette guerre.

Une guerre qui s'est accompagnée d'une répression féroce à l'intérieur de la Russie : si l'assassinat d'Alexeï Navalny est le plus médiatisé, ce sont des centaines d'opposants et opposantes à la guerre qui ont été enfermés et jetés dans les prisons de Poutine. Malgré cela, les voix continuent à se faire entendre contre cette sale guerre, comme ces femmes de soldats qui manifestent chaque week-end.

Ceux qui ont intérêt à faire durer la guerre

L'invasion de l'Ukraine est intervenue dans un cadre de concurrence impérialiste de la Russie avec l'Occident, les États-Unis en tête, suivis de ses sous-fifres européens dont la France. Sous prétexte d'aide à l'Ukraine, les budgets militaires des pays européens ont explosé, au profit de leurs fournisseurs d'armement. Des milliers de soldats, français, britanniques, américains, ont été déployés à l'est de l'Europe, notamment en Roumanie. Loin d'aider le peuple ukrainien, les États impérialistes occidentaux ne font qu'accroître les risques de généralisation du conflit. Car ce qui compte, pour eux, c'est avant tout de défendre les intérêts de leurs capitalistes ! Comme les autres membres de l'Otan, la France de Macron et son industrie d'armement y ont gagné leur part. Une enveloppe globale de 413 milliards sur sept ans est prévue pour l'armée française. Après quoi Bruno Le Maire nous annonce qu'il va falloir faire 10 milliards d'économies sur l'école et les hôpitaux afin de boucler son budget.

Après avoir financé largement l'armée de Zelensky pendant deux ans, le Congrès américain bloque tout financement de l'armée ukrainienne depuis deux mois. Après tout, le régime de Poutine reste un pilier de l'ordre impérialiste – les ouvriers biélorusses (en 2020),

kazakhs (en 2021-2022) et les classes populaires syriennes (en 2015) en ont fait les frais.

Et tous sont déjà depuis plus d'un an dans les starting-blocks de la course à la future reconstruction de l'Ukraine. Aujourd'hui le futur marché de la reconstruction est évalué entre 500 et 600 milliards.

La défense de l'Ukraine, par les travailleurs et avec leurs propres armes

Entre un Poutine voulant lui imposer sa dictature, les loups occidentaux à l'affût des marchés et ses propres capitalistes, le peuple ukrainien ne peut compter pour se défendre que sur lui-même. Les troupes russes occupent presque 20 % du territoire. De son côté, le régime de Zelensky s'appuie sur le grand capital occidental, sur les couches privilégiées de la bourgeoisie ukrainienne aussi, dont des capitalistes qui ont longtemps oscillé entre l'appui de la Russie ou l'appui de l'UE, et voient désormais plus d'opportunités pour leurs affaires du côté du camp occidental. La solution ne peut pas venir de ces ennemis des travailleurs mais de l'irruption des masses ouvrières sur l'arène politique, en toute indépendance des bourgeoisies nationales.

- En Russie, nous affirmons notre solidarité totale avec tous les militants et militantes qui s'opposent au régime de Poutine. Nous exigeons la libération de tous les manifestants et manifestantes emprisonnés.
- En Ukraine, nous affirmons notre solidarité avec toutes les luttes ouvrières, contre l'utilisation de la guerre par le gouvernement pour limiter les droits ouvriers et démocratiques.
- Ici en France, nous disons : Non à la hausse des budgets militaires ! Non aux ingérences impérialistes : retrait des troupes de l'Otan de l'est de l'Europe et du monde !

Les horaires, l'argent des horaires et peut-être pas le sourire du taulier

A Marcy, aux flacons, le projet de réorganisation des horaires nous fait grincer des dents car nous pensons immédiatement à la perte de nos primes de décalés et de la prise en charge du repas. Mais ne mélangeons pas tout: les horaires que nous propose la réorganisation sont plus en adéquation avec le rythme physiologique de l'être humain. De nombreuses études montrent que les horaires de nuit et les horaires postés augmentent considérablement la fatigue, le stress, l'irritabilité, la dépression, créent des troubles du sommeil et de l'alimentation, augmentent les risques de nombreuses maladies et diminuent de plusieurs années l'espérance de vie en bonne santé. Sans compter les préjudices portés à notre vie sociale !

Malgré ce qu'on veut nous faire croire, nous n'avons pas que deux choix (les salaires ou les horaires), de nombreux autres sont possibles. Réunissons-nous pour discuter de ce que nous voulons et de ce que nous sommes prêts à faire pour l'obtenir. Ne subissons pas cette réorganisation : c'est de notre rythme de vie et de nos salaires qu'il s'agit ! Prenons la situation en main et préparons la lutte collective qui s'impose !

Le piège du samedi

Les samedis au volontariat ont repris à P1 sur Craponne... Le patron propose de grossir la fiche de paie ... mais aussi la dette de fatigue ! Il faudrait mieux augmenter les salaires que notre temps de travail. Au contraire, avec les innovations technologiques que nous détenons aujourd'hui, nous serions tout à fait en mesure de produire pour répondre aux besoins de chacun tout en baissant énormément le temps de travail. Il faudrait partager le travail entre tous et aligner la production sur les besoins réels et non pas sur les profits.

La baisse du temps de travail est un combat politique qu'il faut mener au quotidien, en commençant par refuser les heures supplémentaires. On donne déjà assez de notre temps à notre patron, gardons nos samedis pour nos proches et notre famille !

Un nombre croissant de famille se prive de produits d'hygiène

Alors que le pouvoir d'achat de nombreuses familles est en berne, une étude, publiée tous les deux ans par l'association Dons solidaires, alerte sur l'augmentation de la précarité hygiénique. Selon les

chiffres de l'association, six millions de personnes renoncent à l'achat de déodorant et quatre millions se privent de shampoing. Autant de produits qui peuvent faire monter le prix des courses et qui pèsent lourd sur les budgets. Au point qu'aujourd'hui, au supermarché, une personne sur cinq doit choisir entre acheter de quoi manger ou des produits d'hygiène. Mené auprès de 1 801 personnes, le rapport veut mettre en lumière des situations alarmantes qui semblent s'aggraver à grande vitesse. En 2023, 34 % des interrogés affirmaient devoir réduire leur consommation de produits d'hygiène en raison de l'inflation. En 2024 ce pourcentage grimpe à 50 %. Cela représente six millions de personnes qui renoncent à l'achat de déodorant, quatre millions qui se privent de shampoing, ou plus de trois millions qui ne peuvent plus s'acheter de dentifrice.

Béziers : 700 élèves portent l'uniforme... avant de marcher au pas ?

Le maire d'extrême droite de la ville, Robert Ménard, a posé fièrement pour la photo en compagnie d'une poignée d'élèves en uniforme. En effet 700 d'entre eux, scolarisés dans quatre écoles locales, essuient les plâtres de cette mesure dénoncée à juste raison par les syndicats comme « *une vieille lubie réactionnaire* ». L'expérimentation de l'uniforme scolaire, voulue par Gabriel Attal à l'été 2023 lors de son éphémère passage à la tête du ministère de l'Éducation nationale, a enthousiasmé les réacs de tout poil dont Ménard est un digne représentant.

« *Le port de l'uniforme ne rencontre pas de succès parce que ça ne répond à aucun besoin particulier* », a analysé Grégoire Ensel, le président national de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), qui dénonce un écran de fumée sur le manque de moyens et les conditions de travail dégradées. Quant à la CGT Éduc'action elle estime que l'uniforme scolaire viserait principalement les élèves des quartiers populaires, suspectés de ne pas avoir de « *sentiment d'appartenance à la communauté nationale* » et de ne pas « *respecter les valeurs de la République* ». Et le syndicat de conclure : « *Croire que l'uniforme va lutter contre les inégalités sociales est tout simplement ridicule.* » On ne lui fait pas dire...



Révolutionnaires ! Achète pour 2€ le n°9 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle.@gmail.com

Imprimerie Spéciale NPA